

L'IMPOSTURE PÉDAGOGIQUE...

«C'est encore à l'École primaire, comme du temps de Péguy, que tout se joue».
Olivier GUICHARD.

L'école primaire, laïque, gratuite et obligatoire va atteindre son centenaire dans quelques mois puisque ce sont les communards de 1871 qui l'établirent au milieu des barricades.

Dix ans après la répression sanglante, les anciens Versaillais, parmi lesquels on comptait J. FERRY, institutionnalisèrent cette école primaire qui représente très exactement un compromis entre les aspirations socialistes de cette époque où s'organisait le syndicalisme ouvrier, et les immenses besoins intellectuels d'une fraction «*radicale*» de la bourgeoisie, face à sa fraction cléricale et réactionnaire, encore hostile au système de la République bourgeoise.

Mais ce compromis, qui permit à la bourgeoisie de puiser dans les couches populaires les cadres nécessaires au fonctionnement de son économie et surtout de ses administrations, donnait en réalité un avantage incomparable à la classe ouvrière.

Avec quelles appréhensions la bourgeoisie organisa l'instruction de masse des futurs travailleurs! Avec quelle méfiance, et parfois quelle haine, elle considéra le corps des instituteurs dont elle ne peut empêcher l'évolution vers l'anti-cléricalisme et le socialisme! Que ne fit-elle pas pour entraver l'adhésion des syndicats d'instituteurs à l'ancienne C.G.T.!

Mais, bon an, mal an, la bourgeoisie libérale s'accommoda de l'école laïque, comme elle s'accommoda du syndicalisme ouvrier; cette épine dans le pied ne l'empêchait pas de marcher. D'autant plus que mise à part une fraction, certes influente, d'instituteurs révolutionnaires alors regroupés à la «*Fédération des Syndicats d'Instituteurs*», la majorité d'entre eux ne remettaient pas consciemment en cause l'ordre établi, leur foi dans la pédagogie, la science, le progrès, la démocratie parlementaire, les soutenant dans l'espoir d'un monde «*plus juste*» et «*meilleur*» correspondant à leurs sentiments humanitaires.

Telle fut cette école laïque dont l'étonnante stabilité se maintint tout un siècle, grâce au respect tacite du compromis entre les intérêts de Ferry-Tonkin et les aspirations socialistes des communards. Or, voilà que cette stabilité se trouve brutalement remise en cause, à la fois par des coups profonds venant de l'extérieur, et directement par l'initiative de la bourgeoisie visant à dénaturer l'école primaire.

CETTE VIEILLE DAME INDIGNE...

Nos pères naquirent dans un milieu qui ne connaissait ni psychologues, ni sociologues. La famille classique comportait un chef, le père et une femme au foyer. Ce régime du patriarcat, fondé sur une autorité paternelle qui pouvait aller jusqu'à la tyrannie, s'appuyait sur des traditions et des principes d'éducation alors incontestés.

Depuis, la femme a trouvé dans le travail extérieur un facteur d'émancipation irréversible que le développement des appareils électro-ménagers va heureusement étayer. Mais les conséquences de ce processus posent néanmoins des problèmes auxquels on n'a pas encore trouvé de solution, notamment en matière d'éducation.

Les bases de l'ancienne cellule familiale sont détruites. Il faut bien en convenir et il serait vain de le regretter. Les anciennes valeurs sont démodées, récusées, mais elles n'ont été remplacées par rien.

Dans un monde en bascule, entre un ancien mode de vie et un nouveau qui se cherche, comment les enfants d'aujourd'hui ne subiraient-ils pas les contrecoups du déséquilibre qui atteint leurs parents?

L'âge primordial de la petite enfance où tout se joue, où tout marque de façon indélébile, se déroule sur le fond hallucinant des bruits et des rythmes «modernes», dans l'écrasement d'un univers concentrationnaire d'où surgissent, par intermittence, des parents fatigués, énervés ou hésitants, qui démissionnent parfois devant l'ampleur de leur tâche.

C'est cet enfant à l'affectivité ébranlée que l'instituteur accueille chaque matin sur une cour d'école où grouillent trois cents exemplaires d'élèves agités et bruyants.

Il est chargé de lui apprendre à lire, à écrire, à compter et à penser, et il doit encore l'éduquer, comme il y a soixante ans. Dans les écoles modernes, l'éclairage et le chauffage des classes ont été améliorés, les baies vitrées ont remplacé les fenêtres et les radiateurs le poêle à charbon. Mais sur le plan fonctionnel, pour ce qui concerne l'utilisation des locaux et du matériel pédagogique, fondamentalement rien n'a changé. Comme il y a soixante ans, le groupe pédagogique (la classe) comporte une trentaine d'enfants, il dispose pour toutes ses activités d'une pièce unique de six mètres sur huit, contenant une vingtaine de tables bi-places et deux placards à livres. Le matériel pédagogique est collectif pour une douzaine de classes. Dans l'armoire, près du bureau du Directeur, on trouve toujours les mesures en bois et en fer blanc, la chaîne d'arpenteur et la balance Roberval que sont venus rejoindre un cœur et une oreille en plastique. Tout juste a-t-on ajouté à cet arsenal traditionnel quelques postes de radio pour écouter les dix minutes de vocalises hebdomadaires de la radio scolaire, un appareil de projections, un électrophone, parfois un magnétophone, toujours à usage collectif, et à condition qu'aucun appareil ne s'use, ni ne se casse, car aucun crédit n'est prévu pour l'entretien.

On peut donc affirmer que les conceptions fonctionnelles des locaux et du matériel scolaires sont fondamentalement restées les mêmes qu'il y a soixante ans. Rien n'a changé à l'école.

Rien, sauf l'enfant qui, chaque matin, introduit dans ce sanctuaire toutes les pollutions et toutes les maladies dont est chargée la cité qui assiège l'école, c'est-à-dire la société capitaliste.

Il est devenu un lieu commun chez les instituteurs de constater que le niveau des acquisitions de leur classe baisse d'année en année. Les facultés d'attention, les capacités d'effort suivi diminuent de façon inquiétante, tandis qu'augmente dans les mêmes proportions l'instabilité des élèves.

Le silence, la discipline nécessaires à l'exercice de l'enseignement collectif sont très difficiles, sinon impossibles à obtenir, au prix d'un effort permanent du maître et du recours à la répression. Il en résulte dans la classe une atmosphère pernicieuse de tension qui ne fait qu'accroître la nervosité des élèves et la crispation du maître.

L'intervention des parents ne s'inscrit pas forcément dans le sens d'une coopération. Les articles traitant d'éducation sont à la mode dans les revues à grand tirage et notamment la presse féminine. Ce sont généralement de mauvaises vulgarisations qui présentent l'enfant comme un être sacré qu'on ne saurait contrarier sans déchoir, et devant lequel doivent être aplanies toutes les difficultés. Ces conceptions simplistes et dangereuses peuvent satisfaire la conscience de parents faibles ou débordés. De là à rendre la sévérité du maître iniquement responsable des échecs scolaires de leur enfant, il n'y a qu'un pas, d'autant plus facile à franchir que la difficulté de sa tâche ne permet pas à l'instituteur, on l'a vu, d'afficher constamment toute la bonhomie souhaitable.

Ce qui est vrai et que prouvent les statistiques, c'est que les retards scolaires atteignent un taux record. On constate un tiers de redoublement au niveau du cours préparatoire, un an de retard «en moyenne» à la sortie du cours moyen 2ème année, 25% seulement des enfants effectuent leur scolarité élémentaire sans redoublement. Encore faut-il savoir que le taux des redoublements n'exprime que partiellement la réalité en matière de retards scolaires. Chaque année on «passe» dans la classe supérieure un lot d'élèves notoirement trop faibles pour suivre le programme de l'année suivante: il s'agit de faire de la place pour la nouvelle fournée ou de se retrouver, victime de son honnêteté, avec 40 élèves au lieu de 30 à la rentrée suivante. Les instituteurs ne sont pas des héros: leur responsabilité, individuelle ou collective, serait de s'installer dans ce système catastrophique ou de se taire.

Il y eut toujours des cancrès à l'école primaire. Mais ceux d'avant guerre n'empêchaient pas l'école de

fonctionner. Aujourd'hui, ils ont acquis une importance redoutable. On les a anoblis en les appelant «*inadaptés scolaires*». On a créé pour eux des *Classes d'Enseignement Individuel* (C.E.I.), aux effectifs maxima de 15 élèves. Leur nombre est si restreint (une classe pour 1.000 élèves environ) qu'elles ne représentent rien d'autre que la bonne conscience de l'Éducation Nationale. Le gros de la troupe des inadaptés se retrouve dans les classes «*normales*». Par la perturbation qu'ils y apportent, ils contribuent chaque année à faire perdre pied à des élèves fragiles, déjà laminés par les méthodes d'enseignement collectif. Les plus vulnérables sont d'abord les enfants qui ne bénéficient pas de l'aide des parents dans le travail scolaire, qui déjeunent à la cantine bruyante et surpeuplée, qui ne disposent pas d'une pièce calme à la maison ni d'une résidence secondaire pour les week-ends, ce sont les enfants appartenant à ce qu'on appelle les milieux socioculturels défavorisés, c'est-à-dire à la classe ouvrière.

Ainsi, faute d'avoir eu les moyens de résorber le nombre des inadaptés, l'école en fabrique de nouveaux chaque année. Mais les inadaptés scolaires ont pris aujourd'hui une telle revanche sur l'école que c'est cette vieille dame qui paraît maintenant au banc des accusés, accusée de ne pas s'être adaptée à eux .

LA «RÉNOVATION PÉDAGOGIQUE»...

Depuis longtemps les enseignants par l'organe du S.N.I. ont lancé des cris d'alarme. Régulièrement à chaque congrès, à chaque rentrée, les instituteurs réclament les créations de postes nécessaires pour abaisser les effectifs par classe , en même temps qu'ils dénoncent l'octroi à l'enseignement privé, tant patronal que confessionnel, des millions que l'État refuse à l'école publique.

En 1967, les représentants gouvernementaux d'une commission mixte, dite commission Laurent, finirent par admettre que les effectifs devaient progressivement être ramenés à 25 élèves dans toutes les classes. Un calendrier fut établi, la mesure devant s'appliquer immédiatement aux cours préparatoires.

Ces résultats firent naître bien des espoirs... et entretenirent bien des illusions. Si les instituteurs s'efforcèrent, dans les grandes écoles, d'organiser la répartition des classes de telle sorte que les C.P. n'excèdent pas trop le nombre de 25 élèves, l'administration imposa toujours pour les autres classes les normes confirmées par la circulaire du 15.4.70: que l'effectif moyen tombe au-dessous de 30 élèves, une classe est automatiquement supprimée dans l'école; par contre, il faut dépasser la moyenne de 35 (de 50 en maternelle) pour prétendre à une demande de création, pas toujours accordée.

On comprend que les instituteurs, exaspérés par les conditions de leur travail quotidien aient utilisé l'entracte de mai-juin 68 pour discuter passionnément des problèmes de l'école. Dégagés de toute contingence budgétaire et des contraintes hiérarchiques, ils esquissaient fiévreusement le visage révolutionnaire d'une école idéale où triomphaient, en toute fraternité, des thèses pédagogiques du S.N.I., des éléments du *plan Langevin-Wallon*, des conceptions de l'*École Moderne* et des *Mouvements d'Éducation Nouvelle*. Les *accords de Grenelle* sonnèrent la fin de la récréation. Et les instituteurs se retrouvèrent brutalement dans leur classe, comme les autres travailleurs sur les lieux de leur travail.

C'est ce moment amer que choisit le gouvernement pour lancer son opération «*Rénovation pédagogique*».

Les méthodes dites modernes, dont les instituteurs entendent parler depuis 70 ans , dont les promoteurs (tel Freinet, ou le ménage syndicaliste Bouët) furent sanctionnés par l'administration, dont les adeptes furent encore longtemps considérés avec méfiance par la plupart des inspecteurs, dont les principes enfin n'étaient pas évoqués dans les *Ecoles Normales* sans de sérieuses mises en garde, ces méthodes modernes devenaient soudain la pédagogie officielle de l'État «*moderne*», qui venait de réprimer la jeunesse étudiante selon de très anciennes méthodes.

Il est vrai que De Gaulle rendait responsable des événements de mai «*le grand corps sclérosé de l'Université*», et que le Ministère de l'Éducation Nationale, par tous les moyens à sa disposition, informait l'opinion publique de la nocivité des méthodes traditionnelles d'enseignement rendues responsables des échecs scolaires dont s'inquiètent les parents.

La «*Rénovation Pédagogique*» était lancée; en reprenant à son compte une part des idées brassées en mai, le gouvernement redorait son blason et jetait la suspicion contre les instituteurs à l'anachronisme coupable.

Il est difficile de dire quelle proportion d'enseignants tombèrent dans le panneau et crurent qu'effectivement la *Rénovation Pédagogique* était une victoire de mai 68 (la seule!). Ce fut de toute façon une petite minorité. Il est encore plus difficile de discerner les sentiments des inspecteurs chargés de faire appliquer tambour battant la *Rénovation*. La vérité oblige à dire que l'attitude de certains d'entre eux ne les grandit pas aux yeux de leurs subordonnés. Sans crainte du ridicule ces zélés novateurs n'hésitèrent pas à contredire tout le contenu de leurs précédents rapports d'inspections, avec un enthousiasme qui aurait pu toucher s'il n'avait été commandé par la dernière circulaire ministérielle. Plus dignes, d'autres se contentèrent de transmettre les ordres, conseillant parfois une certaine prudence dans leur mise en application. De toute manière les inspecteurs restaient les inspecteurs, chargés de contrôler l'exercice de la pédagogie officielle, et il n'est pas question que la *Rénovation* remette en cause le principe de la note d'inspection dont les instituteurs sont passibles jusqu'à l'âge de la retraite. Le poids de cet argument retint de rire les instituteurs d'ailleurs trop conscients de la gravité du problème puisque, somme toute, c'est de l'enseignement de générations d'enfants qu'il s'agit.

La *Rénovation*, bien que formant un tout, présente un double aspect: une réforme de méthodes et une réforme de programmes. A cela s'ajoute l'initiation aux mathématiques modernes.

Les grandes lignes de la pédagogie désormais officielle se réclament donc de la pédagogie dite moderne. La pédagogie moderne, la seule intelligente qui soit - on devrait dire la pédagogie tout court - s'appuie sur deux principes fondamentaux: une éducation active et non subie par l'enfant, un enseignement individualisé et non distribué collectivement.

Cela implique que l'enseignement soit le moins abstrait possible, qu'on parte d'objets concrets réellement manipulés ou qu'on se déplace pour voir, que la recherche active remplace autant que possible la vérité révélée par le manuel ou le maître qui doit davantage aider qu'imposer. Cela implique aussi que l'enfant travaille à son propre rythme et que ce rythme soit respecté pour l'acquisition et le contrôle de ses connaissances, qu'il puisse se retrouver dans un petit groupe d'enfants du même niveau où il pourra s'exprimer sans complexe et participer sans contrainte à un travail d'équipe qui l'intéressera.

La *Rénovation Pédagogique* n'est en fait qu'une gigantesque mystification. Elle ne prend aux méthodes modernes que le décor, aucunement la substance.

A quoi sert de changer la disposition des tables et de descendre le bureau de l'estrade, quand l'instituteur, noyé parmi 35 bambins, ne peut plus voir la moitié de ses élèves ni circuler dans sa classe?

A quoi servent les «*sorties*» en ville ou dans les grands magasins quand, hormis les 5 élèves groupés autour de l'enseignant, le reste vole des bonbons ou chahute sur le trottoir? A quoi, servent, pour un fils d'ouvrier, des exposés d'élèves à partir de documents qu'on ne trouve que chez le petit camarade dont le père est professeur ou P.D.G.? A quoi sert de remplacer les notes en chiffres par des notes en lettres si corollairement ne sont pas constitués des groupes de niveau? A quoi sert d'organiser des groupes ou des ateliers si la classe en comporte six ou sept que l'instituteur ne peut pratiquement pas contrôler? A quoi servent les sermons péremptaires condamnant la discipline, les sanctions, et le bureau sur l'estrade, si la classe est un effrayant chahut d'où les élèves sortent survoltés et l'instituteur avec la migraine?

La *Rénovation* officielle n'est qu'un simulacre, qu'une caricature grotesque de la pédagogie, au mépris des enfants et des enseignants.

On se demande évidemment ce que les enfants auront acquis à la sortie de l'école primaire. Et les instituteurs s'inquiètent de ne pouvoir instruire leurs élèves dans ces conditions. C'est probablement qu'ils n'ont pas compris le rôle qu'on attend d'eux: ils instruiront moins, voilà tout. La *Rénovation* comporte aussi une réforme des programmes.

Le principe ancien de l'école primaire était le suivant: faire acquérir aux enfants un certain nombre de connaissances, quelle que soit la méthode employée.

Cette conception n'était pas parfaite; prise à la lettre, elle pouvait justifier des pratiques relevant davantage du dressage que de l'éducation et l'on cite souvent cette image des bouteilles dans lesquelles le maître verse des connaissances avec un entonnoir. Mais avant de la condamner, qu'on en reconnaisse la valeur! Elle établissait la finalité de l'école élémentaire: donner les connaissances de base qui permettraient d'aborder les études secondaires ou d'entrer dans la vie professionnelle avec le bagage minimum que constituait

le *Certificat de Fin d'Études Primaires*. Elle n'imposait pas une méthode: elle donnait - formellement du moins - toute latitude à l'instituteur pour adapter sa méthode selon sa personnalité, selon celle de l'élève, et aussi selon les conditions de travail. N'était-ce pas d'une certaine manière faire confiance à la conscience et à l'intelligence de l'enseignant? Même si, dans les faits, les conditions de travail, qui déterminent en grande partie la méthode, rendaient assez illusoire cette liberté.

Aujourd'hui, la *Rénovation* veut bouleverser radicalement ce principe: c'est la méthode (et on a vu ce qu'elle entend par «*méthode*») qui importe plus que les connaissances acquises. Qu'une classe ait effectué de nombreuses sorties dans l'année, que les tables soient disposées autour du bureau, que les six heures hebdomadaires d'éducation physique soient respectées et que ne soient pas dépassées les cinq heures de calcul, importent plus aux *Rénovateurs* que de vérifier si les élèves savent lire, écrire et compter.

Une part importante du temps naguère réservé aux exercices de français et de calcul est maintenant consacrée à l'éducation physique (dans le secondaire, à partir de la sixième, les enfants ne font plus que 2 heures 30 d'éducation physique, faute de professeurs). Il est devenu indécent de faire des dictées, et les exercices spécifiques de grammaire, de conjugaison et de syntaxe, surtout écrits, sont déconseillés.

Il ne reste guère en odeur de sainteté, parmi les exercices écrits, que le texte libre, une large priorité devant être donnée à l'expression orale, aux discussions, aux libres entretiens. Il n'y a plus de programme d'histoire ni de géographie. Ils sont remplacés par «*l'étude du milieu*». A des enseignants, sceptiques qui voyaient mal quel parti tirer, sans documents, d'un milieu apparemment stérile, des exemples furent cités (car il y a toujours quelques réalisations exemplaires): telle classe passa une année au pied d'un mur, dont on peut dire tant de choses, du parpaing au lichen! Une autre classe utilisa efficacement son année au pied d'un arbre. Avec un peu de bonne volonté, on trouve toujours un mur ou un arbre dans une cour d'école...

Le général nazi disait: «*quand j'entends parler de culture, je sors mon revolver*». Plus policés, les ministres de la Vème République invoquent Montaigne: «*mieux vaut une tête bien faite qu'une tête bien pleine*». Certes! Cela n'impliqua pas qu'une tête bien faite soit une tête vide, et que l'analphabétisation soit une condition au développement de l'esprit critique!

En réalité, la *Rénovation Pédagogique* offre pour l'État un avantage considérable: elle ne coûte rien. Le budget de l'Éducation Nationale pour 1971 en témoigne: 700 créations de postes pour l'enseignement élémentaire (contre 2.800 en 1970 et 1.028 en 1969), 3 milliards 46 millions pour les autorisations de programmes de constructions (contre 3 milliards 60 millions en 1970, alors que le franc a dévalué de 6% au moins). Tel est le budget de la *Rénovation Pédagogique*, qui ne fait que confirmer la politique scolaire définie par Pompidou en conférence de presse: «*ralentir le taux de croissance des dépenses d'éducation*».

Cette déclaration du Président de la République donne tout son sens à la *Rénovation Pédagogique*. Non seulement le lancement de cette réforme n'a nécessité aucune dépense supplémentaire, mais la *Rénovation Pédagogique* doit justifier la politique d'austérité du gouvernement en matière d'éducation pendant toute la durée d'application du VIème Plan, c'est-à-dire jusqu'en 1975.

Puisqu'on limite les exigences en ce qui concerne les acquisitions de base du français et du calcul, puisqu'on supprime tout programme en histoire et géographie, il n'y aura plus de retards scolaires discernables et le problème du redoublement des classes ne se posera plus. Il s'agissait d'y penser....

«*Pourquoi, explique-t-on aux instituteurs réticents, pourquoi vous accrocher à des traditions qui furent honorables mais que le monde moderne a dépassées? La prolongation de la scolarité conduit tous les enfants à entrer aux C.E.S., il ne s'agit plus de les lancer dans la vie dès la sortie de l'école primaire pour acquérir les connaissances, les enfants disposent de davantage de temps, pourquoi se lamenter sur le niveau de vos classes, pourquoi faire redoubler des élèves? La finalité de l'école, aujourd'hui c'est de préparer les enfants aux études secondaires, en éveillant leur goût de la recherche par l'étude du milieu, en leur apprenant à s'exprimer par la pratique de l'entretien... les professeurs des C.E.S. se chargeront du reste*».

La perfidie de ce langage, qui tend hypocritement à faire croire que les professeurs de 6ème pourront reprendre les enfants au niveau du cours élémentaire, réside dans l'emploi quelque peu abusif des termes «*C.E.S.*» et «*études secondaires*», emballage qui recouvre des marchandises singulièrement différentes. Dès leur entrée en C.E.S. les enfants, sélectionnés et canalisés dans trois sortes de sixièmes: celles première catégorie (enseignées par des professeurs en principe certifiés) qui commencent les études secondaires longues aboutissant au bac; celles de deuxième catégorie (enseignées par des P.E.G.C. non certi-

fiés) qui commencent des études secondaires courtes aboutissant au B.E.P.C., avec une ouverture limitée vers l'enseignement technique; celles de troisième catégorie, les classes pratiques, (enseignées à 60% par des instituteurs remplaçants) qui continuent, sans programme précis, le style *Rénovation Pédagogique*, où l'on attend la fin de la scolarité pour devenir manoeuvre ou grossir les rangs des centaines de milliers de chômeurs prévus par le VIème plan et par les suivants.

Cette sélection sévissait avant l'opération *Rénovation Pédagogique* d'abord parce que l'école n'empêche pas l'existence des classes sociales et l'influence primordiale du milieu familial sur l'enfance, ensuite parce que ses propres carences ne permettaient pas d'apporter toute l'aide nécessaire aux enfants qui en ont le plus besoin, ceux des milieux ouvriers vivant dans les H.L.M.

La *Rénovation Pédagogique* aboutit à renforcer cette sélection de manière impitoyable. La place qu'elle veut donner à la préparation «*extérieure*» à l'école, enquêtes, exposés à partir de documents généralement familiaux, jusqu'à la priorité donnée à l'expression orale, le «*beau parler*», favorise évidemment les enfants des milieux privilégiés. Le temps naguère dévolu aux disciplines de bases (français, calcul) était en partie consacré aux enfants handicapés par leur milieu social et dont les résultats étaient médiocres ou moyens. Tant pis pour eux: «*à l'entrée du collège... il est raisonnable de répartir les élèves en trois groupes distincts*» (présentation du budget 71 par le Ministre de l'Éducation Nationale).

La bourgeoisie moderne est soucieuse de rentabilité. Il lui suffit, pour garnir les bonnes sixièmes, de la poignée d'élèves qui surnagera du sous-enseignement qu'elle organise. Le reste de la décantation ira meubler les classes pratiques.

Économie et sélection accrues, voilà toute la philosophie de la *Rénovation Pédagogique*.

LE VOL LOURD DES CORBEAUX...

Rien de plus facile que de complexer les instituteurs dans leur tâche, dont les résultats immédiats sont impondérables. Combien de jeunes enseignants se sont interrogés avec une véritable angoisse sur l'efficacité de leur travail après une journée difficile dans la solitude de la classe? Combien d'inspecteurs utilisent cette inquiétude pour affirmer leur autorité; et comment ne seraient-ils pas tentés de le faire tant qu'ils entrent dans la classe, bardés de la note d'inspection?

La *Rénovation Pédagogique* et la manière dont elle est imposée n'ont pas manqué de perturber les consciences. Et pour ajouter au drame n'a-t-on pas signifié aux instituteurs de 20 à 55 ans qu'ils devaient passer au recyclage! Si ce terme à la mode peut correspondre à quelque chose quand il s'agit d'apprendre à un travailleur le fonctionnement d'une nouvelle machine ou l'application d'une nouvelle technique, on se demande quel sens il prend quand il s'agit des instituteurs, aux trois quarts desquels l'État n'a pas donné de formation professionnelle dans une École Normale et qui se sont formés sur le tas en effectuant des remplacements! En réalité, si l'administration avait quelque chose de sérieux à apprendre aux instituteurs, elle aurait organisé des stages de perfectionnement d'un an dans les Écoles Normales, avec remboursement intégral des frais de stage et remplacement de l'instituteur stagiaire dans sa classe. Mais le budget 71 donne toute la mesure du sérieux avec lequel l'administration considère le recyclage puisque les 0,05% qui lui sont affectés permettront tout juste le fonctionnement des officines gouvernementales, type «*Centre de recherches et de Documentation Pédagogiques*» ou cercles départementaux de «*Recherche et d'Action Pédagogique*».

Il est vrai que l'annonce de l'introduction des «*Maths Modernes*» à l'école élémentaire suscita un certain désarroi chez les instituteurs, tous formés aux mathématiques traditionnelles jusqu'au bac. Il s'agissait paraît-il d'un abus de langage puisque le recteur Gautier, *Directeur de la Pédagogie*, devait préciser à la suite d'une lettre du S.N.I.: «*Le nouveau programme de maths est un programme allégé. Il ne s'agit pas du tout d'une introduction des maths modernes à l'école élémentaire*». C'est en fait une réponse de jésuite: il est exact que la circulaire du 2.1.70 ne comporte aucune référence aux maths modernes et qu'elle se limite à «*alléger le programme actuel à en donner une rédaction différente qui réponde mieux aux finalités actuelles de l'école élémentaire*». Néanmoins, la même circulaire précise que ces mesures «*annoncent et préparent une rénovation plus profonde et plus satisfaisante*». Il s'agit donc bien d'un programme de transition en vue d'introduire les maths modernes à l'école primaire, à la suite de multiples expériences à l'étranger qui pourtant se sont toutes soldées par des échecs et le retour aux maths traditionnelles. C'est d'ailleurs pourquoi de nombreux inspecteurs ont incité les instituteurs de leur circonscription à se recycler en maths modernes, considérant à juste titre qu'il n'est pas possible de transformer intelligemment et honnêtement son ensei-

gnement si l'on n'a pas compris le sens de cette modification, dès lors même qu'il s'agit d'une présentation différente, de nouveaux signes mathématiques et du nouveau vocabulaire que stipule le programme du 2.1.70. Le malheur est que le recyclage en maths ne peut s'improviser. Il est ridicule de croire que toute une corporation d'instituteurs, au hasard de lectures personnelles et de quelques conférences, puisse assimiler un programme de maths modernes absolument différentes de celles qu'ils ont étudiées jusqu'à l'âge de 20 ans! Les instituteurs ne sont pas des singes savants, dégorgeant à leurs élèves des formules qu'ils viennent de lire dans le manuel des enfants.

En vérité, s'il était bénéfique d'enseigner les mathématiques modernes à l'école élémentaire - ce qui reste à démontrer - ce genre de réforme ne pourrait se faire que par en haut, c'est-à-dire à partir d'instituteurs ayant été eux-mêmes formés aux études secondaires de maths modernes, et non à partir des institutrices de cours préparatoire en même temps que leurs élèves.

Mais la «*Société Nouvelle*» de Chaban-Delmas se devait d'enseigner les maths modernes sans délai. Les mesures dictées par la propagande sont généralement mesquines et stupides, elles deviennent odieuses quand elles visent une génération d'enfants.

Ce n'est pas d'emblée que l'imposture de la *Rénovation Pédagogique* apparut à l'ensemble des instituteurs et il serait erroné de croire qu'elle ne mystifie pas encore beaucoup d'entre eux et beaucoup de parents. Les hésitations du S.N.I. à cet égard expriment somme toute assez bien celles de l'instituteur moyen qu'il représente. Il fallut attendre le congrès de 1970 pour connaître les positions du S.N.I.:

«*Le congrès dénonce... l'insuffisance scandaleuse des moyens disponibles et des possibilités d'expansion par rapport à des besoins, tous urgents et incompressibles tels que:*

- *assurer une application correcte des réformes en cours, notamment en ce qui concerne le tiers temps pédagogique, les instructions et programmes nouveaux...*

- *appuyer la rénovation pédagogique sur une amélioration du taux d'encadrement des élèves et une élévation du niveau de formation des maîtres...*

Le congrès attire l'attention du pays sur le caractère des options prises pour le VIème Plan axé sur l'expansion industrielle, options qui, conditionnant jusqu'en 1975 les grandes orientations de la politique scolaire, condamnent en fait toute évolution profonde dans le domaine de l'éducation et de la culture».

(Résolution pédagogique)

«*Il ne saurait y avoir de rénovation pédagogique sans moyens et progrès en éducation, sans crédit».*
(Résolution finale du congrès)

Relatant le vote du budget de l'Éducation Nationale pour 1971, *l'Enseignement Public* (organe de la F.E.N.) commente:

«*Il est vrai que si la démocratisation n'est pas la première fin de toute politique en matière d'Éducation, si la tâche du Ministre n'est pas d'accueillir les jeunes qui se pressent toujours plus nombreux aux portes des écoles, des lycées et des facultés, mais de les en chasser par une sélection impitoyable à tous les niveaux, alors évidemment, les moyens matériels sont suffisants!».*

Citons encore ces phrases extraites d'un rapport pédagogique publié dans le même numéro:

«*S'il refuse d'employer les méthodes autoritaires à l'égard de ses élèves, le maître ne saurait accepter qu'on les emploie à son égard. Sans refuser les conseils de ceux qu'il reconnaît comme compétents, il revendique le droit de choisir librement ses méthodes puisqu'il est le seul à connaître ses élèves, donc à savoir quelles méthodes leur conviennent».*

S'il est certain que des formules équivoques, telles que «*une application correcte des réformes en cours*», traduisent encore des faiblesses d'analyse, il est certain aussi que l'orientation dans laquelle se sont engagés le S.N.I. et la F.E.N. à propos de la *Rénovation Pédagogique* conduit à son refus; déclarer: «*il ne saurait y avoir de rénovation pédagogique sans moyens*»; dénoncer: «*l'insuffisance scandaleuse des moyens disponibles*»; revendiquer: «*le droit de choisir librement ses méthodes*», c'est, en bonne logique, s'engager à défendre les syndiqués en but à d'éventuelles tracasseries administratives pour non application de la *Rénovation Pédagogique*. Et c'est bien le rôle du syndicat!

Ce n'est pas d'un regret nostalgique de l'école d'hier qu'il s'agit: elle ne peut plus remplir son rôle, avec ses méthodes et ses structures d'enseignement collectif. Ce sont les enfants eux-mêmes qui en font craquer le cadre. Les retards et inadaptations scolaires sont devenus un phénomène général: le retard scolaire

et l'inadaptation scolaire. Dans cette situation, la création de classes de «*rattrapage*», la multiplication de C.E.I. ne dépasseront jamais l'efficacité et le caractère d'une tâche d'assistante sociale. C'est la pièce maîtresse de l'école, la classe dite «*normale*», qui est à changer, pour la simple raison que les enfants ne la supportent plus.

Les socialistes matérialistes savaient, bien avant les sociologues modernes que l'individu est le produit de son milieu et de la société, cela est particulièrement vrai pour l'enfant. La société capitaliste n'a pas changé dans sa nature, mais elle a transformé sa superstructure et l'environnement dans lequel évolue l'enfant. Et si l'enfant a changé, c'est bien dans le sens d'une plus grande fragilité consécutive aux carences dont il souffre et aux chocs qui l'impressionnent, souvent même avant sa naissance, en fonction directe de la classe sociale des parents. L'inadaptation de ce nouveau type d'enfant à l'enseignement collectivement distribué est devenu un phénomène objectif et évident.

Si l'on veut continuer à enseigner le programme si modeste de l'école primaire, cette école où «*tout se joue*» comme dit O. GUICHARD - où tout se joue même un peu trop puisque le couperet de la sélection tombe dès la fin du CM2 - si l'on veut continuer à apprendre à l'enfant à lire et à comprendre ce qu'il lit, à s'exprimer correctement par l'oral et par l'écrit, à connaître le sens et la technique des quatre opérations] et aussi quelques éléments d'histoire et de géographie qui lui permettront au moins de comprendre ce dont on parle autour de lui, alors il est clair que la manière d'enseigner doit changer. Les méthodes d'enseignement actif et individualisé déjà appliquées par quelques apôtres y consacrant leurs deniers, leur vie privée et parfois leur santé, doivent devenir les méthodes normales d'enseignement appliquées par la masse des enseignants à la masse des enfants. Qu'une profonde rénovation pédagogique s'impose, les enseignants l'ont affirmé, l'ont répété, bien avant le Ministre, et même bien avant juin 68!

Mais «*il ne saurait y avoir de rénovation pédagogique sans moyens*» et ce n'est pas une petite affaire. Les moyens matériels ce sont d'abord les structures fonctionnelles de l'école, du mobilier à l'architecture. Rêvons: «*On évite autant que possible les bâtiments rectilignes. La grande cour centrale n'existe pas. Il y a quelques petits couloirs mais non les longs corridors que nous connaissons trop souvent. Plusieurs courtes intérieures où poussent des arbres ou des plantes vertes sont également d'un libre accès aux enfants. On trouve souvent une serre où les enfants peuvent faire leurs essais de culture, parfois des oiseaux ou des animaux dont ils s'occupent... Chaque classe a son accès sur l'extérieur et les enfants ont donc une sortie directe sur les pelouses.*

De ce fait, la «rentrée» se fait par chaque classe de l'extérieur, dans le calme. Les enfants n'ont pas à se mettre en rang. La sonnerie est supprimée... Chaque classe possède son vestiaire, un équipement sanitaire (deux W.C.: un pour les garçons et un pour les filles), un lavabo... Toutes les classes possèdent une ou deux cuvettes avec eau courante, chaude et froide, pour les besoins du travail... Des salles à manger sont souvent prévues pour deux classes afin d'éviter le bruit dû à une grande agglomération d'enfants, etc...». (Vers l'Éducation Nouvelle - déc.59) Cela existe en Angleterre dans le Comté pilote de Herts. Entre la dotation d'une «*télé*» par école, recommandée par O. Guichard aux municipalités, et la petite école du Herts... *it's a long way!* Encore faudrait-il commencer par la gratuité totale des fournitures à usage individuel que l'école, même traditionnelle, n'a pas encore réalisée.

Mais s'il est un facteur primordial en matière d'éducation, plus déterminant encore que les conditions matérielles, c'est bien celui du nombre. Quelle affliction que ces dissertations moralisatrices sur les relations maître-élève, aboutissant à classer les enseignants en bons et en méchants! Qu'on prenne le plus «*traditionnel*» d'entre eux et qu'on l'observe le jour où, à la faveur d'une épidémie de grippe, l'effectif de sa classe tombe de 35 à 15 élèves: force sera de constater que cet homme sadique descend de son estrade pour venir s'asseoir sur une table parmi son petit groupe d'élèves, que le ton de sa conversation devient celui d'une causerie au coin du feu, que ce jour-là aucune punition n'est infligée... Les mathématiques, même classiques, démontrent aisément que le temps n'étant pas une matière extensible, plus les élèves d'une classe sont nombreux plus le temps imparti à chacun sera court pour tout ce qui concerne l'expression orale, qu'il s'agisse de lecture, de récitation ou d'élocution, sans parler des propos gratuits qui déterminent un climat de compréhension entre enseignant et élève. Ce qui est vrai pour le temps est aussi évident pour l'espace: les guides de musée ou les surveillants de baignade savent bien qu'au-delà d'une dizaine d'enfants la zone d'influence d'un adulte s'estompe trop pour qu'il puisse efficacement montrer, commenter ou surveiller. Comment ce phénomène ne s'appliquerait-il pas à l'instituteur dans sa classe, et encore plus en dehors de sa classe lors d'une visite d'usine ou de monument? Depuis plusieurs années des études sur la dynamique de groupe et la pédagogie de groupe ont confirmé les thèses développées depuis 1845 par les socialistes libertaires selon lesquelles l'épanouissement de la personnalité ne peut se réaliser qu'en groupe, mais à la condition que l'individu n'y soit pas écrasé par le nombre. Ces thèses affirmées par les anarchistes dans une

optique politique de lutte contre l'État concentrationnaire, trouvent leur application sur le plan de l'éducation. Mais la pratique de la pédagogie de groupe est un art difficile si l'on veut qu'elle se traduise effectivement par un enseignement plus actif et plus individualisé. Il ne s'agit pas, par une simple division, de partager l'effectif d'une classe surchargée en équipés, ou trop lourdes pour que chaque enfant puisse en tirer profit, ou trop nombreuses pour que le contrôle de l'enseignant puisse s'exercer. L'expérience la plus approfondie en ce domaine est celle des C.E.M.E.A. (*Centres d'Entraînement aux Méthodes d'Éducation Active*), sur le plan des loisirs; chaque éducateur a la charge d'un groupe dont le nombre est en fonction de l'âge des enfants: un groupe de 6 pour des enfants de 6 ans, un groupe de 12 pour des enfants de 12 ans, etc... C'est assez dire combien les normes actuelles d'effectifs sont éloignées des conditions d'une pédagogie rénovée. Et les 25 élèves par classe préconisés par le plan Langevin-Wallon apparaissent eux-mêmes comme compatibles avec un enseignement collectif de type traditionnel, mais dépassés dès lors qu'il s'agit de l'enseignement individualisé que réclament les enfants modernes.

Les démagogues et les tricheurs ne sont pas ceux qui savent que les conditions d'une véritable rénovation pédagogique sont des effectifs de 15 élèves par classe, ce sont ceux qui font croire qu'elle peut se faire avec des classes de 30 élèves ou plus!

On ne peut évoquer cette importance primordiale du facteur «*nombre*» en pédagogie sans dénoncer le caractère criminel de la politique nataliste encouragée par la plupart des gouvernants et constamment prônée par le Vatican, qui consiste à entraver la divulgation des moyens anticonceptionnels, à réprimer l'avortement, et à priver ensuite les enfants des soins évidemment énormes que requiert leur grand nombre. Politique véritablement démentielle si l'on considère qu'au rythme actuel de l'accroissement démographique il suffira de 35 ans pour doubler les 3 milliards d'individus qui constituent l'effectif atteint par l'espèce humaine en 600.000 ans. Comme le souligne un rapport alarmant déposé aux Nations Unies, dans 600 ans chaque homme disposerait d'un mètre carré sur la terre ...

En attendant ces échéances apocalyptiques, le gouvernement français assoit les bases de ce qu'il appelle «*la nouvelle société*». Il promulgue une loi «*anti-casseurs*», puis une loi permettant l'extension de la garde à vue et de la perquisition, mais il travaille aussi à l'élaboration d'un nouveau type d'enseignement «*qui ainsi contribue à faire apparaître le nouveau modèle culturel dont la nouvelle société ne se passera pas, au lieu, comme aujourd'hui, d'en rendre l'apparition plus compliquée et plus chaotique*» (O. GUICHARD). Mais alors qu'un nouveau type d'enseignement plus individualisé exigerait davantage de moyens donc de crédits, l'effort consenti par le gouvernement français a ceci d'original qu'il consiste à «*ralentir le taux de croissance des dépenses d'éducation*» (POMPIDOU).

On comprend aisément pourquoi la bourgeoisie française ne tient pas à mettre le prix que coûterait un enseignement de qualité dans la perspective d'une démocratisation accrue de l'enseignement. Si tous les enfants dotés d'un coefficient intellectuel normal pouvaient accéder un jour à la faculté, on ne pourrait créer artificiellement pour les recevoir à la sortie des études, des postes hiérarchiques en nombre suffisant. Il s'ensuivrait qu'une grande partie d'étudiants devraient s'intégrer dans la production en tant que simples ouvriers. Seule une société révolutionnaire, authentiquement socialiste peut concevoir ce type d'ouvrier cultivé auquel doit finalement conduire une élévation constante du niveau culturel général. Non seulement, aucune bourgeoisie ne peut considérer comme rentable de distribuer la culture aux ouvriers, mais toutes les classes dirigeantes y voient un danger évident pour leur propre survie. La Russie qui, inconsidérément, était allée le plus loin dans la démocratisation de l'enseignement (avec 50% de jeunes gens bacheliers) vient d'y mettre un frein. Couve-de-Murville, au retour de Chine, approuve en ces termes le système d'enseignement de ce pays:

«... que les jeunes gens qui ont bénéficié de l'enseignement supérieur soient, au sortir de leurs études, capables de rendre les services que l'on attend d'eux, de participer activement au développement national qui est, en Chine comme ailleurs, mais plus encore peut-être, la première nécessité... Une première réponse se trouve dans la sélection. Car la sélection est la règle, dans le supérieur comme dans le secondaire».

La bourgeoisie française a trouvé, pour sa part, dans la «*Rénovation Pédagogique*» une formule qui concilie économie et sélection.

O. GUICHARD compte sur elle pour endiguer de nouveaux juin 68, qu'il appelle: l'apparition compliquée et chaotique du nouveau modèle culturel. C'est tout simple: au lieu de moderniser les structures archaïques de l'école pour continuer à enseigner, on garde les vieilles structures et on enseigne moins; au lieu de remédier aux carences de l'enseignement traditionnel, on commande aux enseignants de s'y adapter, les accusant d'exiger trop de leurs élèves et d'empêcher qu'ils aient «*une tête bien faite*».

«Le nouveau modèle culturel dont la société nouvelle ne se passera pas» aura la tête légère, la passion du sport, une prédilection pour «l'expression orale», il préférera aux livres la télé ou le magnétophone, ses connaissances historiques ne lui créeront pas de problème («les peuples heureux n'ont pas d'histoire») et il devra sortir des classes pratiques pour devenir un manœuvre play-boy content de son sort. Ce nouveau «modèle culturel» n'inspire pas seulement pitié, il fait peur.

Quels que soient les défauts des manuels scolaires et d'un enseignement trop livresque, quand on lit cette circulaire d'un Inspecteur d'Académie du département d'origine d'O. Guichard, proposant de remplacer l'achat des livres par celui d'un magnétophone dans chaque classe (de 30 élèves): «...Il n'y a aucun inconvénient, pour les classes élémentaires, à réduire l'importance des achats traditionnels de livres de classe - l'expérience et la réflexion prouvent que très rares sont les livres qu'il est nécessaire de mettre individuellement à la disposition des élèves», comment ne pas penser aux autodafés des livres en Allemagne de 1934? Quand on demande aux instituteurs de CM2, parmi les critères servant à la sélection des élèves pour l'entrée en sixième: «la capacité de faire rapidement partager son point de vue à un groupe, la capacité d'influencer un groupe dans son évolution», comment ne pas penser aux petits chefs des *Babilas* et des *Hitler-Jungen*?

Les instituteurs ne peuvent pas laisser étendre sur la jeunesse cette chape de plomb sous laquelle Franco a pu maintenir le régime fasciste depuis 35 ans. Ils ne peuvent participer à cette opération sans résister. On se souvient de la phrase du *Chant des partisans*: «Entends-tu le vol lourd des corbeaux sur nos plaines?». Il s'agissait en l'occurrence des escadrilles nazies. Mais ces oiseaux ont plus souvent symbolisé le noir obscurantisme. Ce n'est pas un hasard si la seule rubrique en augmentation, de 63% dans le budget 71 de l'Éducation Nationale est celle des crédits octroyés à l'enseignement privé, avec ou sans soutane!

Mais la responsabilité de la lutte contre l'analphabétisation n'appartient pas aux seuls enseignants. Elle appartient à la classe ouvrière toute entière. Toutes ses organisations, averties de la gravité du forfait qui se prépare dans l'enceinte de l'école, doivent se mobiliser pour défendre la conquête ouvrière des communs de 1871, le droit à l'instruction et à la culture, et pour empêcher ceux qui veulent, selon l'expression de Marx, «faire tourner la roue de l'histoire à l'envers».

Nantes, décembre 1970.

Serge MAHÉ.
